

EXEMPLE D'UN JOURNAL CLANDESTIN

DEFENSE DE LA FRANCE
ORGANE DU MOUVEMENT DE LA LIBERATION NATIONALE
FONDEE 14 JUILLET 1941
AVRIL 1944 - No. 45
EDITION DE PARIS

Je ne crois que les patriotes dont les témoignages feraient honneur. (PASCAL)

De la Démocratie Politique à la Démocratie Sociale
par R. Tenaille.

Le conflit actuel a commencé de façon curieuse. On parlait alors de "drole de guerre". Soyons certains que la paix qui se terminera ne sera pas plus un prix comme les autres. En 1918 encore, c'était l'aspect politique de la paix qui suscitait l'intérêt général. Les quatorze points de Wilson ne contenaient aucune allusion aux problèmes sociaux. Demain, au contraire, le sort qui sera fait aux hommes par la nouvelle organisation économique et sociale dépassera de loin en intérêt, tous les règlements de frontières et toutes les combinaisons de partages ou de fédérations. C'est cet espoir de voir s'élever une société nouvelle et juste qui soutient les soldats de nos alliés comme les soldats sans uniforme de la Résistance, qui donne son sens à la lutte commune et qui justifie à leurs yeux le sacrifice suprême.

Les hommes qui, au début de cette guerre, ne savaient pas pourquoi ils se battaient, ont compris au cours de cette lutte qu'il ne s'agissait pas seulement d'abattre Hitler et de faire régner entre les Nations une autre loi que celle de la jungle, ils ont compris que tout à atteindre était l'établissement d'une condition humaine libérée de la puissance de l'argent, affranchie du besoin, ouverte à un idéal de solidarité et de justice. Ils ont compris que cette guerre était une révolution, qu'elle entraînerait à sa suite la révolution sociale comme les guerres de la Révolution et l'Empire avaient répandu dans toute l'Europe les ferment de la révolution politique. Ils ont compris que l'égalité politique n'était qu'un vain mot, que le droit reconnu à tous les citoyens de participer à la vie de la cité n'était qu'un leurre quand ces conquêtes de principe étaient détruites en fait par la misère et l'impuissance, dans lesquels l'individu et les contradictions d'un système économique revêtu et l'égoïsme des possédants maintenaient les classes laborieuses de la Nation. Ils ont compris que la liberté pour la défense de laquelle ils ont été mobilisés était un illusion, un beau principe tout au plus si elle ne s'appuyait pas sur la sécurité. Les combattants de la Résistance ont

donc résolu de faire s'épanouir la guerre pour la libération de la Patrie en une Révolution pour la libération de l'homme.

LES buts de la Révolution sociale sont simples et clairs: ils s'énoncent en quelques mots: Liberté, sécurité, socialisme, justice, responsabilité.

Liberté Liberté aujourd'hui, pour les travailleurs cela signifie abolir le carcan qu'est la Charte du Travail. La Charte supprime la liberté syndicale et réduit le Syndicat au rôle de bureau de recrutement, elle soumet toute la vie sociale, par l'entremise des Comités Sociaux, à la doctrine du Gouvernement et à l'influence patronale, elle supprime non seulement le droit de grève, donc le droit de défense des ouvriers, mais encore tous les organes d'expression et de solidarité générale des travailleurs, enfin elle ne prévoit pas pour ceux-ci la possibilité de s'occuper des problèmes économiques dont elle la-ise le monopole aux Comités d'Organisation, c'est-à-dire à l'Etat et aux grands intérêts capitalistes.

Sécurité Il y a vingt cinq ans, le lendemain de la paix, le seul problème social qui était envisagé était celui des conditions de travail. Demain il s'agira d'un problème beaucoup plus vaste, qui est celui des conditions de vie. Il y a vingt cinq ans la question sociale signifiait des revendications adressées par un groupe de la collectivité à un groupe adverse. Aujourd'hui elle résulte de la prise de conscience par la collectivité tout entière de la nécessité d'assurer la sécurité économique de tous ses membres, si elle veut vivre dans la paix. Il suffit de relire les déclarations de M. Bevin, de M. Eden et du Président Roosevelt pour comprendre que c'est là le problème essentiel de demain. Le machinisme a rendu possible une production massive, mais

UNE SEULE COLÈRE

A barbarie est déchaînée sur la France. A Nîmes une vingtaine d'adolescents sont pendus en pleine ville. Leur seul crime était d'être réfractaires. A Clermont, des enfants, des femmes, des vieillards, sont brûlés vifs dans leurs maisons. A Nice des réfractaires sont mutilés, attachés aux arbres, achevés à coups de hache. Dans les camps, pas de jeunes Français subissent d'immobiles tortures, sont déshonorés, vivants méprisés, réduits fous de douleur. Et les miliciens s'acharnent sur les cadavres... Il n'est pas un coin de notre sol où le sang ne coule. "Ce sont des communistes, nous dis-on, que l'on traite avec cette rigueur. Les autres, malheureux égarés par la propagande judéo-anglo-américaine, sont épargnés et ramenés dans le droit chemin". Et de fait, dans certains cas, les Allemands ou les tueurs de Darnand traitent les "gaullistes" avec plus de ménagements. Ces subtiles distinctions ne trompent personne, sinon peut-être ceux qui se tiennent à l'écart de la lutte "pour rester objectifs", qui désertent et cachent leur lâcheté sous le nom de bon sens, qui agissent comme si, pour mieux juger, la vérité, il fallait être dans l'erreur. Cette tentative de détacher de la lutte les résistants non communistes n'amollira pas nos courages. La Résistance ne se laissera pas diviser. Il n'y a qu'une guerre, il n'y a qu'une armée: l'armée française. Sans doute ne sommes-nous pas communistes, mais nous ne faisons qu'un bloc avec eux dans l'action. Les communiqués des F.T.P. nous les faisons nôtres en les insérant dans notre journal, en les imprimant pour nos camarades Français-tireurs. Quand l'un d'eux tombe au combat, c'est un compagnon d'armes que nous pleurons. Il n'y a qu'une guerre parce qu'il n'y a qu'un ennemi: l'Allemagne et ses traîtres parce qu'il n'y a qu'une colère, la colère française. Et cette colère sera irrépressible. Une même fureur monte en nous tous, nous unis tous, cette fureur qui a fait dire au général Giraud dont la fille vient de mourir déportée: "Malheur à ceux qui espèrent que dans le temps de l'insurrection nous viendrons, nouveaux Versaillais, au secours de l'ordre en massacrant le peuple, se trompent lourdement. C'est du côté de l'émeute que nous serons, avec le peuple, contre les traîtres, unis dans la même fureur. Dans la douleur des combats les vrais Français se sont reconnus. Maudits quels'ils soient, ceux qui par trahison ou passions partisans, cherchent à rompre cette union! Ils seront écrasés." INDOMITUS.

La Vie Politique de la France

LA FRANCE ET SES ALLIÉS

L'entrevue Churchill-de Gaulle à Marrakech le 16 janvier a marqué un renforcement de l'alliance franco-anglaise. «Cette rencontre en présence de tous et sur le front des travaux français au Maroc, déclarait à cette occasion le général de Gaulle, nous veut servir le but de notre alliance à la seule fin de servir en commun pour la même cause. Elle ne tardera pas à porter ses fruits, puisque le 6 Février un double accord était conclu entre M.M. Massigli et Mendès-France, d'une part, M. Duff-Cooper de l'autre: accord d'aide mutuelle fournie gratuitement dans toute la mesure exigée par les opérations militaires; accord financier, qui stabilise et assure notre monnaie. Le cours de la livre est fixé à 200 fr. dans tout l'Empire français; il ne pourra pas être modifié sans accord préalable des deux parties. L'acquisition des devises entre les deux pays se fera sans limites et selon les besoins. "D'ailleurs, a dit M. Mendès-France, l'Empire a une monnaie unique. Nous ne parlerons plus de franc de tel ou tel territoire, nous dirons tout court, le franc de France, est solidement constitué. Un résultat plus important encore sera obtenu quand le C.F.L.N. sera reconnu "de jure" par nos alliés anglo-saxons comme gouvernement de la République. Des informations dignes de foi laissent prévoir que cette éventualité se produira bientôt. "Il est devenu évident, écrit Walter Lippman dans le New-York Herald Tribune du 16 Février, que quoiqu'on soit gouverner le territoire français au fur et à mesure que les alliés seraient choisis. Le général Eisenhower ne peut pas gouverner la France, nous ne sommes certainement pas prêts à négocier avec Vichy, Laval, ou la vieille assemblée nationale qui abaisse ses pouvoirs en faveur des nazis... C'est une tâche capitale que de assurer que l'Europe occidentale pourra être reconstruite et que des relations satisfaisantes pourront être établies avec l'Union Soviétique si la France n'est pas notre alliée. La France est la clé de voûte de tous les règlements européens. Aucun règlement proposé par l'Amérique ne pourra subsister devant

l'opposition des Français et sans leur assent. C'est pourquoi nous avons besoin d'un gouvernement français provisoire pour partager la responsabilité et prendre les engagements nécessaires en vue des règlements européens qui interviendront à la fin des hostilités.

LA FRANCE EST UN EMPIRE

C'est la conclusion qui se dégage de la conférence africaine de Brazzaville. Des son retour à Alger, le général de Gaulle l'exprimait en ces termes: "Partout on admet..." Suite page 2 colonne 4

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Le 18 Décembre, un communiqué du Commissariat d'Information d'Alger informait l'opinion que le "Commissaire à la Justice avait saisi les Juges référés compétents, d'une demande de mise sous séquestre des journaux et périodiques publiés en Afrique Française de Nord antérieurement au 8 Novembre 1942. Le sequestre judiciaire ainsi prononcé permettrait à la Commission d'Epuration d'avoir plus facilement accès aux documents dont elle peut avoir besoin pour se prononcer impartialement sur les mérites à prendre en raison des faits de la Commission d'Epuration, périodiques, agences et sociétés annexes, tant vis-à-vis du fait national français que des Alliés, pendant la même période. Cette mesure est considérée comme une procédure exceptionnelle. Ce fait de son caractère pourrât être, sur avis de la commission d'Epuration, levé dans un bref délai. Dans les propositions préliminaires, qu'elle avait soumises au Comité de la Libération, la Commission d'Epuration avait tenu à affirmer son désir que l'établissement de sequestre judiciaire ne prive pas le public des journaux auxquels il est habitué. La variété d'opinions représentées par la presse et les tendances traditionnelles des différents organes en ce qu'elles ne sont pas en opposition avec l'intérêt national, ne sont et ne seront pas affectées. Aucune restriction du fait du séquestre ne sera portée à la liberté de la presse, indispensable à nos institutions républicaines. Il est précisé que l'existence des services de rédaction des journaux inférieurs par cette mesure demeure entière. Il y a lieu de remarquer aussi que des décisions de même ordre seront certainement appliquées au début de la libération du territoire. Lire la suite sur page 2.

Un seul but: La VICTOIRE
Un seul moyen: La GUERRE

"La France devient, dès aujourd'hui un facteur capital dans les affaires européennes. La destinée d'aucun autre pays n'est aussi étroitement liée que la nôtre au sort de la France... Le règlement des questions européennes et la stabilité de l'Europe dépendent du rétablissement de l'union intime franco-britannique. Si ces deux nations se séparent, la France, presque individuellement, deviendra le point de ralliement de l'Europe... Ce serait manquer de perspicacité que de s'imaginer que la France est réduite dans le concert européen à un rôle passif parce qu'elle dépend, pour sa libération, des armées britanniques et américaines. De fait qu'il ne s'agit des décisions héroïques des millions d'hommes, face à la mort, un mouvement de résistance mondiale a atteint une vigueur et une passion que les nations moins endurcies parviennent difficilement à égaler... Il apparaît clairement à tous ceux qui veulent rétablir l'entente franco-britannique qu'il serait dérisoire de s'appuyer à ce mouvement de résistance si conforme aux conceptions britanniques. Voici une occasion pour contribuer au rétablissement d'une France forte et démocratique. Si nous en profitons, nous pourrions procéder au grand bouleversement démocratique de l'Europe, qui unit l'Europe."

Nous félicitons l'Observateur, journal londonien qui publiait ces lignes le 27 janvier, de sa lucidité et de sa compréhension des intérêts de la France, qui sont aussi ceux de ses alliés.

Le cas capital et critique a été le jugement erroné du Président quant à la force latente et à l'importance croissante du Général de Gaulle. Nous aurions dû traiter avec lui, silencieusement au début jusqu'à ce que nous ayons eu raison de la résistance de Vichy en Afrique du Nord et ouvertement et chaleureusement après avec le champion de la Nation française.

Nous aurions dû reconvoquer la C.F.L.N. comme représentant de la France et rechercher ses conseils pour toutes les questions européennes. Ainsi, nous n'aurions pas eu l'imbrigo... Walter Lippmann New York Times 18 Mars 44

...isez Combat, Libération, Franc-Tireur, Résistance, Lorrain, autres organes du M.L.N.

DEFENSE DE LA FRANCE

Première page de Défense de la France, n° 45, avril 1944

(© Archives nationales, fonds Défense de la France, don association Défense de la France)



« Cliché » en plomb du verso de la première page de *Défense de la France*, n°45, avril 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne)

POUR EN SAVOIR PLUS

Des dossiers consacrés au journal *Défense de la France* sont disponibles:

- sur le site du Musée de la Résistance en ligne:

<http://www.museedelaresistanceenligne.org>

- sur le site du Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne:

<http://www.musee-resistance.com>